



Déclaration commune des sections syndicales SUD Santé Albert Chenevier & Henri Mondor

La mobilisation de tous les personnels hospitaliers le 28 avril, pour demander le retrait de la loi Hôpital Patient Santé Territoire, dite loi Bachelot, a démontré une fois de plus le décalage entre les volontés politiques de réorganisation de l'hôpital public dans la seule optique de rentabilité financière et la réalité quotidienne de tous les hospitaliers, celle d'apporter un soin de qualité à l'ensemble de la population, sans aucune discriminations sociales.

Mme Orio, depuis votre arrivée, vous n'avez cessé de soutenir cette politique de casse de l'hôpital public. Votre définition du dialogue social s'est bornée à appliquer les décisions de réorganisations de la direction générale, avec le plaisir du devoir accompli.

Plusieurs fois nous avons interpellé M. Benoît Leclerc sur les baisses de budget et les manques de personnels, sa seule réponse a été le mépris. Le même mépris par lequel vous avez répondu, Mme Orio, durant la grève du personnel de nuit, et qui montre le peu d'attachement que vous portez vis-à-vis des agents du groupe hospitalier Chenevier-Mondor. Comme dernièrement, quand vous avez reçu l'ensemble des personnels administratifs, sans apporter aucune réponses, mais laissé beaucoup d'interrogations et d'inquiétudes.

La mise en place de la grande équipe, que vous avez décidé d'appliquer unilatéralement, ne fera qu'accentuer le malaise déjà grandissant dans les services de soins : les conditions de travail, déjà difficiles vont continuer de se dégrader.

Dans ces conditions et devant l'impasse devant laquelle nous nous trouvons, nous considérons notre présence au Comité Technique Locale d'Etablissement, sans intérêt. C'est pourquoi les sections syndicales SUD Santé d'Albert Chenevier & d'Henri Mondor ont décidé de ne plus siéger, dénonçant les manques de moyens, matériels et humains, dont l'hôpital public a pourtant grand besoin, moyens existants qui ne permettent plus de soigner dignement l'ensemble de la population.

Nous ne manquerons pas de faire parvenir notre déclaration à l'ensemble des élu(e)s d'Ile de France, ainsi qu'aux différents responsables de la santé publique.

Créteil, le 30 avril 2009